

MEMORANDUM

**« On peut investir des milliards au Congo, mais tant qu'il n'y aura pas de l'eau et de l'électricité, ça ne fonctionnera pas »**

A. MUZITO, Ministre du Budget de la RDC.

*Nous participants à l'Atelier sur les Ressources Energétiques en RD Congo, organisé en partenariat entre le Centre de Formation en Management et Développement, **CEFOMAD** et le Service des Eglises Evangéliques Allemandes pour le Développement, **EED/Bonn**, du 24 au 26 septembre 07 à Kinshasa,*

*Après avoir examiné la situation énergétique du pays dans ses dimensions nationale, transfrontalière et internationale, avons fait le constat suivant :*

- L'accès à l'eau et à l'électricité fait partie des droits humains.
- En RDC, très peu de personnes ont accès à l'eau salubre et à l'électricité ; en plus, la qualité des services est médiocre.
- Dans ce domaine, il existe un monopole paraétatique (SNEL, REGIDESO) alors que pour l'instant l'Etat n'est pas en mesure de fournir des services adéquats au niveau local et national.
- En dépit des propositions dans le DSCR, il n'existe pas de politique énergétique nationale.
- L'approvisionnement de la RDC en énergie exige une approche décentralisée notamment la construction de micro - centrales hydroélectriques ; mais aussi la réalisation de grands projets comme celui du complexe INGA, sous condition qu'il contribue aussi directement ou indirectement à l'approvisionnement des populations congolaises.
- Il existe des nombreuses initiatives locales au niveau des quartiers et des villages qui s'organisent pour trouver des solutions aux problèmes d'approvisionnement en énergie et en eau.
- Le projet de détournement des eaux du fleuve Congo soulève beaucoup de questions, car il aurait des conséquences néfastes sur les barrages le long du fleuve, sur la navigabilité, sur l'écosystème, le climat et sur l'économie de plusieurs provinces.
- Près de 40 millions d'habitants dépendent des forêts. Le manque d'énergie entraîne une déforestation effrénée qui a des conséquences irréversibles au niveau écologique, climatique et socio économique.
- La forte dépendance du pétrole pour la production énergétique en RDC a des effets très négatifs :
  - C'est une ressource importée et extrêmement chère

- C'est une énergie non renouvelable
- Vu le potentiel hydro électrique du pays, la RDC devra se concentrer sur l'utilisation de cette source d'énergie
- Il existe un grand nombre d'initiatives régionales et transfrontalières. Il y a là un potentiel énorme pour la stabilisation de la sous région.

**Partant de ces constats, nous formulons les préoccupations suivantes :**

- Comment les populations congolaises peuvent-elles accéder à l'eau et à l'électricité de meilleure qualité, à un coût acceptable compte tenu de l'immensité du potentiel disponible ?
- Comment briser le monopole des entreprises étatiques de gestion de ressources énergétiques tout en préservant les intérêts environnementaux et économiques des populations même les plus pauvres ?
- Quelles conditions pour que le complexe INGA finance les petites centrales et/ou donne directement de l'énergie aux populations locales tout en servant des clients lointains et en créant des opportunités fortes pour le développement industriel du pays ?
- Comment instaurer des systèmes de participation du public ainsi que des systèmes de contrôle et de suivi et évaluation pour les grands projets par des élus et la société civile ? Projet de détournement des eaux du fleuve Congo vers le Tchad, vers l'Afrique du Sud et celui de l'autoroute d'électricité, etc.?
- De quelle manière le pétrole, le gaz méthane, et les autres ressources naturelles transfrontalières peuvent-elles devenir sources de développement et non de conflits ?
- Comment valoriser les systèmes de gouvernance populaires existants : tels que les comités d'eau, les comités de courant, etc... dans les quartiers et villages ? Comment les relier aux systèmes nationaux ?

**Pistes pour l'avenir / recommandations**

Au bout de ces questionnements, nous proposons une série de pistes de solutions en vue d'améliorer l'accès des populations à l'eau, à l'électricité et aux autres ressources naturelles.

Au niveau national :

- Mettre en place une politique énergétique claire avec un plan directeur cohérent. Pour cela, il sera essentiel d'élaborer de façon participative des plans d'aménagement du territoire locaux et provinciaux sur base desquels un plan d'aménagement du territoire national pourra être développé.
- Définir une politique de tarification qui permette à la RDC d'exporter du courant électrique à un prix rémunérateur.

- Veiller à ce que les institutions étatiques, les entreprises publiques et les divers dignitaires règlent leurs factures d'électricité et d'eau pour permettre la couverture des coûts et le financement de nouveaux investissements. L'amélioration de la qualité des services devrait motiver les consommateurs à honorer leurs factures.
- S'assurer de la rentabilité économique des grands projets et initier des mécanismes pour s'assurer que les ressources générées par le barrage INGA seront utilisées pour créer et/ou maintenir des infrastructures locales
- Créer un débat national autour de la problématique de la gestion de l'énergie, de l'eau et des autres ressources naturelles. Amener les préoccupations des populations dans les délibérations des institutions, contribuer à élaborer des propositions de loi, alimenter les élus en données fiables et réalistes, etc.
- Elaborer des stratégies permettant de briser la "sphère parallèle" de gestion des ressources pour créer la transparence et faire rentrer les décisions sur ces ressources dans le cadre des institutions élues.
- Mettre en réseau et renforcer les nombreuses initiatives locales pour que leurs expériences soient prises en compte et qu'elles soient intégrées dans le système national sans être étouffées.
- Renforcer la société civile pour qu'elle devienne une vraie force de proposition en gardant son indépendance et en ayant une vision claire. Animer des espaces d'observation et de contrôle reconnus et indépendants.
- Mettre en place une politique de formation d'artisans, d'ingénieurs et de techniciens en vue de faciliter l'autonomie énergétique du pays et l'exploitation efficace des ressources énergétiques locales.

#### Au niveau sous – régional :

- Appuyer / redynamiser les projets intégrateurs existants (ex : CEPGL, IBN, etc...) pour contribuer au développement socio économique et à la stabilité de la Sous- région.
- Favoriser l'intégration transfrontalière à travers des partenariats équitables, durables et mutuellement bénéfiques.
- Créer un réseau continu d'information et d'entraide entre les acteurs des sociétés civiles de la Sous - région.

#### Au niveau international.

- Exercer une pression efficace sur les grandes entreprises impliquées dans l'exploitation des ressources énergétiques et naturelles de la RD Congo pour la prise en compte des intérêts des populations et de l'impact sur l'environnement et le climat. S'assurer de l'application des principes et standards internationaux par tous les intervenants.
- Créer un réseau continu d'information et d'entraide entre les acteurs des sociétés civiles du nord, des pays émergents et du sud.